

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES D'ASSURANCES



Groupement Hospitalier de Territoire de Lot et Garonne

Établissement Support

Centre Hospitalier Agen - Nérac
Route de Villeneuve
47923 Agen Cedex 9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

LOT 7 – Seconde ligne

**ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS
ET RISQUES ANNEXES**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les garanties du contrat sur la base du questionnaire de souscription joint au présent marché.

En cas de contradiction entre les clauses du contrat d'assurance et le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, les dispositions les plus favorables à l'assuré trouveront à s'appliquer.

SOUSCRIPTEUR : Centre Hospitalier Agen-Nérac
Établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de Lot et Garonne.

Représenté par : Son Directeur

ADRESSE : Route de Villeneuve
47923 Agen Cedex 9

EFFET : 1^{er} Janvier 2026

ÉCHEANCE PRINCIPALE : 1^{er} Janvier.

PAIEMENT : Annuel.

DURÉE : Le marché est conclu pour une durée d'un an reconductible tacitement trois fois soit pour **une durée totale de 4 ans**, à compter du 1^{er} Janvier 2026 0 heure et expirera le 31 décembre 2029 à 24 heures.

RÉSILIATION : Chacune des parties dispose d'une faculté de résiliation annuelle dans le respect d'un délai de **préavis de 6 mois pour l'assureur** et **3 mois pour l'assuré** avant chaque date d'échéance fixée au 1^{er} janvier.

Définition de la portée d'un contrat d'assurance de 2^{ème} ligne

Articulation entre le contrat de 1^{ère} ligne et le contrat de 2^{ème} ligne

Le présent contrat est un contrat d'assurance de 2^{ème} ligne, intervenant exclusivement en excédent du contrat d'assurance de 1^{ère} ligne auquel il est adossé, et ce, dans la limite d'un plafond global d'indemnisation défini par sinistre.

Le contrat de 2^{ème} ligne doit impérativement faire référence au contrat de 1^{ère} ligne, il soit s'aligner sur les conditions, exclusions, définitions, sous-limites et Franchise de la 1^{ère} ligne.

Le contrat de 2^{ème} ligne ne produit aucun effet tant que la limite d'intervention maximale de la 1^{ère} ligne n'est pas atteinte. À ce titre, le contrat de 1^{ère} ligne constitue une franchise absolue à l'intervention du présent contrat.

Les garanties, conditions, exclusions, franchises et sous-limites définies dans le contrat de 1^{ère} ligne sont intégralement opposables au présent contrat de 2^{ème} ligne.

En particulier, les sous-limites de garantie fixées au titre du contrat de 1^{ère} ligne s'appliquent conjointement à l'ensemble du programme d'assurance, incluant le présent contrat de 2^{ème} ligne, sans possibilité de dépassement ou de reconstitution de ces sous-limites.

En cas de résiliation, de suspension ou de non-renouvellement du contrat de 1^{ère} ligne, le présent contrat de 2^{ème} ligne est automatiquement résilié de plein droit, sans qu'aucune indemnisation ne puisse être sollicitée à ce titre.

Le contrat n'a donc pas pour objet de remplacer, compléter, prolonger, ni se substituer, de quelque manière que ce soit, aux garanties ou aux montants (notamment sous-limites) définis dans le contrat de 1^{ère} ligne. En conséquence, les garanties de la Police de 2^{ème} ligne **n'interviennent pas à concurrence ou en complément des sous-limites du contrat de 1^{ère} ligne, même si ces dernières sont atteintes ou consommées.**

L'Assureur de ce contrat de 2^{ème} ligne devra tenir compte de ces dispositions dans l'élaboration de son offre.

SOMMAIRE

DÉFINITION DE LA PORTÉE D'UN CONTRAT D'ASSURANCE DE 2^{ÈME} LIGNE	3
DÉFINITIONS ET CLAUSES	5
TITRE I : - ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES -	7
ARTICLE1: OBJET DU CONTRAT	7
ARTICLE 2: MONTANTS DES GARANTIES	7
ARTICLE 3: LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS	8
3-1 Incendie et Risques annexes	8
3-2 Attentats et événements assimilés	8
3-3 Catastrophes Naturelles	8
3-4 Effondrement	8
ARTICLE 4 : LES FRAIS ET PERTES	9
4-2 Frais de clôture et de gardiennage	9
4-2 Frais de décontamination	9
4-3 Surcoût d'un bâtiment architectural classé ou inventorié	9
4-5 Frais de démolition, de déblais, d'enlèvement, de sauvetage	9
4-6 Frais de mise en conformité du bâtiment sinistré	9
4-7 Les honoraires d'architecte, de décorateur, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, de surveillance et d'assistance.	9
4-8 Prime « Dommages Ouvrage et « Tous Risques Chantiers »	9
4-9 Honoraires d'experts	9
TITRE II : - EXCLUSIONS -	10
TITRE III: - FONCTIONNEMENT DU CONTRAT-	11
ARTICLE 1: PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT	11
ARTICLE 2 : RÉSILIATION DU CONTRAT	11
2-1-Le contrat peut être résilié dans les conditions suivantes :	11
2-2- Le contrat est résilié de plein droit :	11
ARTICLE 3: COTISATION	11
3-1- Prime	11
3-2- Indexation	12
3-3- Retard administratif du paiement des primes	12
ARTICLE 4 : SINISTRES	12
4-1- Principes Indemnitaires :	12
4-2- Déclaration du sinistre	12
4-3- Expertise des sinistres	12
4.4- Règlement des sinistres	13
4.5- Gestion des Recours	13
ANNEXE - HONORAIRES D'EXPERT-	13

DÉFINITIONS ET CLAUSES

BIENS ASSURÉES

- Les bâtiments :

Sont garantis l'ensemble des bâtiments existants au jour du sinistre, y compris leurs dépendances, clôtures, murs d'enceinte et aménagements extérieurs, ainsi que tous agencements, installations fixes ou mobiles à caractère immobilier participant à leur fonctionnalité

Sont également couverts :

- Les installations techniques (eau, électricité, chauffage, climatisation, télécommunications, etc.), ainsi que les équipements liés à la réfrigération, à la conservation, à l'entretien ou à l'exploitation du bâtiment ;
- Les constructions occupées, louées ou mises à disposition de l'Établissement, de façon permanente ou occasionnelle, pour les besoins de ses activités ;
- Les bâtiments en copropriété, à titre complémentaire des garanties du syndic, et les constructions sous crédit-bail, en l'absence ou en excès des garanties des propriétaires.

La couverture est accordée indépendamment du titre juridique conférant à l'Établissement la garde, la jouissance ou la propriété desdits biens.

- Le contenu :

Sont garantis les biens mobiliers, matériels, équipements et aménagements situés à l'intérieur ou aux abords immédiats des bâtiments assurés, appartenant à l'Établissement ou placés sous sa garde, y compris :

- Le mobilier administratif ou technique, les matériels médicaux ou scientifiques, les stocks, les approvisionnements, les marchandises, les conteneurs, les équipements non soumis à l'assurance automobile (vélos, engins légers, etc.) ;
- Les effets personnels, objets divers et matériels mis à disposition par des agents, résidents ou tiers ;
- Les aménagements réalisés par l'Établissement en tant que locataire, copropriétaire ou occupant, qu'ils soient de nature mobilière ou immobilière ;
- Les objets de valeur à usage institutionnel ou patrimonial (ex : objets d'art, livres anciens, pièces de collection, poteries, tableaux), pour leur valeur déclarée, à l'exclusion des objets à usage privé.

L'ensemble de ces biens est assuré dans la limite de leur désignation effective au contrat et sous réserve qu'ils soient affectés aux activités de l'Établissement.

CONNAISSANCE DU RISQUE

L'assureur déclare avoir une connaissance suffisante des risques assurés et des activités exercées, les ayant ou ayant la possibilité de les faire reconnaître. En conséquence, il les accepte tels qu'ils se présentent en renonçant à se prévaloir de toutes déclarations, erreurs ou omissions de l'Établissement tant en ce qui concerne ses activités que de la description, de la construction des bâtiments, leur nombre, leur affectation, leur contenu, le mode de chauffage, la disposition des lieux, les voisinages, les contiguïté et tous les autres cas.

Toutefois, les présentes dispositions ne s'appliquent pas au regard des déclarations relatives :

- A la superficie développée ou déclarée,
- Au changement d'activité principale,
- Au classement ou à l'inscription (en tout ou partie) de bâtiments au titre des monuments historiques.

L'assureur renonce à se prévaloir de toute erreur de superficie n'excédant pas 10% de la superficie déclarée (développée ou réelle).

AUTOMATICITÉ

Les bâtiments, groupes de bâtiments, installations, équipements ou investissements nouveaux dont l'Etablissement devient propriétaire ou locataire ou occupant à un titre quelconque, bénéficient automatiquement et dans la limite de 10% de la superficie totale assurée, des garanties du contrat pour autant qu'ils soient déclarés dans les trois mois qui suivent l'échéance suivante du contrat. La nouvelle prime est fixée selon les modalités du paragraphe "Prime".

ÉNERGIE

L'Assuré a la faculté d'employer tous modes d'éclairage ou de chauffage pouvant exister. Il peut posséder et faire usage de tous types d'appareils d'énergie, tous types de transformateurs et de générateurs. Qu'il a donc la possibilité de stocker des approvisionnements de combustibles, carburants et produits nécessaires à ses besoins.

ASSURANCE POUR LE COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA

Les garanties du présent contrat sont acquises tant pour l'Etablissement que pour le compte de qui il appartiendra, en particulier des propriétaires des matériels et bien divers et en général de tout propriétaire ou détenteur d'un bien susceptible de le confier à l'Etablissement ou d'être entreposé dans les locaux de l'Etablissement. Cette assurance est considérée aussi bien comme une assurance de chose que comme une Assurance de Responsabilité Civile et n'interviendra qu'à défaut ou en complément des contrats d'assurances souscrits par ailleurs.

RENONCIATION A RECOURS

Les Assureurs renoncent à tous les recours qu'ils seraient en droit d'exercer au moment du sinistre contre :

- Les bénéficiaires de l'assurance pour le compte de qui il appartiendra,
- Les propriétaires de bâtiments et matériels loués et les Sociétés de crédit et de crédit-bail, lorsque la renonciation est prévue dans le bail et/ou le contrat de location,
- Toutes personnes morales ou physiques et les membres de leur personnel avec lesquels l'Etablissement ou les Sociétés pour le compte desquelles il agit on des communautés d'intérêts,
- Les administrateurs, directeurs et en général, contre toute personne salariée et de tout assuré au sens du présent contrat, retraités et/ou assimilés ou leurs ayants droit, logés gratuitement ou non, les stagiaires, intérimaires, internes et en général de toute personne dont ils seraient ou pourraient être reconnus responsables.

Toutefois, si la responsabilité de l'auteur d'un sinistre est assurée, l'Assureur peut, malgré la renonciation, exercer les recours qu'il souhaite engager contre l'occupant et/ou son Assureur dans la limite où cette assurance produit ses effets SAUF si la renonciation à recours est clairement stipulée dans le bail de location ou la convention de mise à disposition.

DÉROGATION A LA RÈGLE PROPORTIONNELLE

Le présent contrat est consenti sans application d'aucune règle proportionnelle, que ce soit de capitaux ou de primes.

Il est précisé que les limitations contractuelles d'Indemnités prévues, y compris la Limite Contractuelle d'Indemnité globale issue de la première ligne et de la deuxième ligne constituent l'engagement maximum de l'Assureur, même si la valeur réelle des biens assurés dépasse cette limite.

Cette dérogation s'applique expressément à tout sinistre couvert par le présent contrat sous réserve du respect des autres conditions de garanties.

TITRE I : - ASSURANCE DOMMAGES AUX BIENS ET RISQUES ANNEXES -

ARTICLE1: OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet de garantir, dans **la limite d'une indemnité MAXIMALE de 60 000 000 €** par sinistre, les seuls dommages matériels directs, d'origine soudaine et accidentelle, affectant les bâtiments et le contenu des bâtiments désignés, **en excédent de la Limite Contractuelle d'Indemnité (LCI) de 49 999 000 € prévue par le contrat de première ligne.**

Cette garantie est accordée pour les seuls événements expressément couverts par le présent contrat, survenus pendant sa période de validité, à l'exclusion de toute autre garantie, notamment celles relatives à la perte d'exploitation, à la responsabilité civile ou aux dommages immatériels non consécutifs.

Événements garantis :

- Incendie et Risques annexes
- Attentats et événements assimilés,
- Catastrophes Naturelles,
- Effondrement,

ARTICLE 2: MONTANTS DES GARANTIES

La limite contractuelle d'indemnité, est l'indemnité maximale versée par l'Assureur, quel que soit le nombre de bâtiments et le contenu sinistrés pour tous les événements et toutes garanties confondues (y compris les pertes et frais annexes ainsi que les assurances de responsabilité prévues au présent contrat).

CENTRE HOSPITALIER AGEN-NÉRAC

GARANTIES	Montants / Modalités
Incendie et Risques Annexes	60 000 000 € par sinistre
Attentats et événements assimilés	60 000 000 € par sinistre
Catastrophes Naturelles	60 000 000 € par sinistre
Effondrement	60 000 000 € par sinistre
Frais de clôture provisoire et/ou de gardiennage	300 000 € par sinistre
Frais de décontamination	500 000 € par sinistre
Surcoût architectural Bâtiment « Monument Historiques »	À concurrence de 7 000 €/M2
Frais de démolition, de déblais et d'enlèvement	Frais réels
Frais de mise en conformité du bâtiment sinistré	20% du dommage de la partie reconstruite
Honoraires de décorateurs, architectes reconstructeurs, bureaux d'étude, de contrôle technique d'ingénierie pour la reconstruction	Frais réels
Prime « D.O & T.R.C. » si reconstruction du bâtiment sinistré	Montants des primes payées
Honoraires d'Experts	Selon barème en ANNEXE
Assurance pour le compte de qui il appartiendra	500 000 €
FRANCHISE	Sans objet – Garantie excédentaire

ARTICLE 3: LES ÉVÉNEMENTS GARANTIS

Par dérogation pour ce qu'elles ont de contraire aux Conditions Générales, Conventions Spéciales et/ou annexes de l'Assureur, il est précisé que les garanties sont définies comme suit :

3-1 Incendie et Risques annexes

Sont garantis au titre du présent contrat, les dommages matériels directs consécutifs à :

- Incendie, explosion, implosion,
- Chaleur ou fumée provenant d'un incendie,
- Chute de la foudre,
- Collision de véhicules terrestres ou aériens,
- Chute d'appareils aériens ou d'objets tombant de ceux-ci,
- Ondes de choc provoquée par des aéronefs,
- Dommages causés par le feu à des biens voisins ou au bâtiment lui-même en l'absence d'embrasement déclaré (sur justification),

A condition que ces dommages atteignent ou excèdent le seuil de la LCI de première ligne fixée à 49 999 000 €.

Ne sont pas garantis :

- **Les dommages occasionnés intentionnellement par l'Etablissement ou avec sa complicité.**
- **Les dommages causés par les fumeurs ou objets portés à incandescence sans embrasement**
- **Les effet thermiques sans développement de flammes,**
- **Les brûlures isolées sans propagation**

3-2 Attentats et événements assimilés

Sont garantis les dommages matériels directs (y compris les frais de décontamination subis par les biens assurés) ainsi que les frais et pertes consécutifs aux dommages matériels directs résultants des événements suivants : Attentats, et acte de terrorisme (article L.126-2 du Code des Assurances), actes de sabotage, de grève, d'émeutes, de mouvements populaires, d'attroupements.

Ne sont pas garantis :

- **Les dommages causés aux véhicules à moteur et à leurs remorques,**
- **Les vols commis à l'occasion des événements précités,**
- **Les dommages et détériorations dans les bâtiments inoccupés (lorsque tous les moyens de protection et de fermeture dont ils disposent n'ont pas été utilisés).**

3-3 Catastrophes Naturelles

Sont garantis les dommages matériels ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque ceux-ci sont reconnus comme « Catastrophe Naturelle » (selon les dispositions de la loi N° 82600 du 13 juillet 1982) par arrêté interministériel publié au Journal Officiel de la République Française.

3-4 Effondrement

Sont garantis tous les événements accidentels qui surviennent après la période de garantie décennale et causés directement aux bâtiments assurés :

- Par suite d'effondrement spontané, total ou partiel, des fondations, de l'ossature, du clos et/ou du couvert, nécessitant la réparation ou la reconstruction de la partie endommagée.
- Par suite d'effondrement dû à des travaux sur un bâtiment voisin, en cas d'impossibilité d'obtenir un recours si cette impossibilité est dûment établie.

L'assureur garantit également les frais de déblaiement au titre de la présente garantie.

Ne sont pas garantis :

- **Les effondrements se produisant alors que la période de garantie décennale n'est pas achevée,**
- **Les vérandas, les verrières, ainsi que les glaces et verres, si l'effondrement est limité à ces objets,**
- **Les effondrements consécutifs à des événements à lente évolution telle que la sécheresse ou le recul des falaises et ceux résultants d'affaissements de terrain dus à des cavités souterraines ou des marnières.**
- **Les dommages issus d'événements entrant dans le cadre des autres garanties prévues au contrat, que l'assuré les ait souscrites ou non, notamment résultant d'incendie, explosion, tempête, poids de la neige, grêle, catastrophes naturelles.**

ARTICLE 4 : LES FRAIS ET PERTES

4-2 Frais de clôture et de gardiennage

Les garanties du présent contrat sont étendues aux frais de reconstruction des clôtures, au coût des clôtures provisoires et/ou de gardiennage, à la suite des événements couverts par le présent contrat.

4-2 Frais de décontamination

Cette garantie a pour objet la prise en charge par l'Assureur des frais correspondants à ceux facturés par des Entreprises extérieures de décontamination, spécialisées dans le nettoyage, le transport et le traitement des produits radioactifs ou de tout autre produit contaminé.

Cette garantie couvre les frais de destruction et de neutralisation des biens contaminés par une substance toxique suite à un sinistre matériel couvert ainsi que la taxe d'encombrement du domaine public. Elle s'étend au remboursement des frais d'évacuation des décombres et aux frais de nettoyage du site concerné.

4-3 Surcoût d'un bâtiment architectural classé ou inventorié

Cette garantie a pour objet la prise en charge par l'Assureur du surcoût architectural qui pourrait être imposé à l'Etablissement par les Architectes des Bâtiments de France suite à un sinistre garanti. Cette garantie s'applique : que le bâtiment soit inscrit ou classé à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ou situé dans un périmètre répertorié.

4-5 Frais de démolition, de déblais, d'enlèvement, de sauvetage

Cette garantie couvre le remboursement des frais de démolition et de déblais, d'enlèvement et de transport des décombres, de sauvetage des biens assurés. Sont également remboursés les frais résultants des mesures conservatoires imposées par décision administrative.

4-6 Frais de mise en conformité du bâtiment sinistré

Cette garantie couvre le remboursement des frais nécessités par une mise en état des biens assurés en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur en cas de reconstruction, de remplacement ou de réparation. Lorsque les services techniques de l'établissement interviennent en lieu et place d'une entreprise pour réaliser les travaux, le coût de cette intervention sera indemnisé selon une valorisation à dire d'expert.

4-7 Les honoraires d'architecte, de décorateur, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, de surveillance et d'assistance.

Cette garantie couvre les honoraires d'architectes, de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie dont l'intervention est nécessaire à la suite d'un sinistre garanti, et qui sont engagés par l'Etablissement, pour la conception et, s'il y a lieu, la réparation voire la reconstruction des biens sinistrés.

La garantie est étendue au remboursement des honoraires supplémentaires, des frais de surveillance (y compris de gardiennage), d'assistance, mais aussi aux frais de coordination chantier et de sécurité ainsi que tous frais annexes correspondants aux divers services intervenant dans les travaux nécessités à la suite d'un sinistre garanti.

4-8 Prime « Dommages Ouvrage et « Tous Risques Chantiers »

Cette garantie couvre le remboursement de la cotisation de l'assurance « Dommages-Ouvrage » et celle de l'assurance « Tous Risques Chantiers », afférentes à des travaux de bâtiment rendus nécessaires par la survenance d'un sinistre garanti.

4-9 Honoraires d'experts

Cette garantie couvre le remboursement des frais et des honoraires d'expert que l'Etablissement aura lui-même choisi pour procéder aux opérations d'expertise dans la mesure où ces opérations font suite à des dommages matériels ou des pertes d'exploitation garantis.

TITRE II : - EXCLUSIONS -

EXCLUSIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES

Les garanties suivantes sont expressément exclues du présent contrat en excédent de 49 999 000 € :

- **Pertes d'exploitation (PE), pertes de recettes, frais généraux**
Couvertures spécifiques à la 1^{ère} ligne ; ne relèvent pas d'une ligne excédentaire
- **Bris de machines et tous risques informatiques**
Valeur plafonnée, sinistre peu probable en excès de 50M€
- Vol, tentative de vol et détériorations mobilières/immobilières
Faible impact financier ; non pertinent en excédent
- **Dégâts des eaux et coulures**
Sinistres fréquents et maîtrisés en 1^{ère} ligne
- **Contenu des chambres froides et/ou ambiances contrôlées**
Dommages généralement limités ; couverts en base
- **Dommages électriques et/ou électroniques**
Valeur limitée, rarement en dépassement de LCI 1^{ère} ligne
- **Dommages aux installations photovoltaïques**
Risque spécifique, pris en compte dans la ligne de base
- **Tous Risques Sauf**
Extension inutilement large et risquée pour la 2^{ème} ligne
- **Tous frais non liés à la reconstruction**
Préserver le périmètre sur les seuls frais de reconstruction
- **Tous événements non garantis spécifiquement listés**
Eviter l'élargissement implicite
- **Responsabilité Civile sous toutes ses formes**
Non justifiée dans les sinistres de nature excédentaire
- **Exclusion de sinistres non excédentaires à la LCI 1^{ère} ligne**
Garantir le rôle strict de la 2^{ème} ligne en cas de dépassement
- **Les dommages causés par la faute intentionnelle ou dolosive de l'Etablissement ou avec sa complicité,**
- **Les dommages corporels,**
- **Les dommages causés par : la guerre étrangère, la guerre civile,**
- **Les dommages résultants d'un événement à caractère naturel : les séismes, éruptions volcaniques, raz de marée, SAUF si ces événements sont déclarés « Catastrophes Naturelles »,**
- **Les pertes ou dommages résultant de la mise sous séquestre, saisie, embargo, confiscation, de quelque nature qu'ils soient,**
- **Toutes les responsabilités pécuniaires,**

Conformément aux dispositions de l'article L112-4 du Code des assurances, il est rappelé que les exclusions de garantie mentionnées dans le présent cahier des charges techniques particulières (CCTP) ainsi que dans les conditions particulières du contrat de 2^{ème} ligne Dommages aux Biens, sont formulées de manière claire, précise et explicite

TITRE III: - FONCTIONNEMENT DU CONTRAT-

ARTICLE 1: PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

Le contrat prend effet à la date indiquée à la page 2 du présent CCTP. Sa durée est également définie page 2 du présent CCTP. Il est souscrit dans le cadre de l'année civile et vient à échéance le 31 décembre de chaque année. Il se renouvelle ensuite par tacite reconduction le 1^{er} janvier de chaque année, sauf dénonciation signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception comme il est précisé à la page 2 du présent CCTP.

ARTICLE 2 : RÉSILIATION DU CONTRAT

2-1-Le contrat peut être résilié dans les conditions suivantes :

Le présent contrat pourra être résilié à chaque échéance annuelle, par l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis de six (6) mois pour l'Assureur et 3 Mois (3) pour l'Etablissement. Cette résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout moyen équivalent permettant de dater la réception.

En cas de résiliation ou non-renouvellement du contrat de 1^{ère} ligne en excédent duquel s'applique le présent contrat, le contrat de 2^{ème} ligne pourra être résilié de plein droit, à effet de la même date, **sans indemnité de part ni d'autre, sous réserve de notification préalable.**

En cas de résiliation anticipée, la prime sera remboursée prorata temporis pour la période non courue, sauf en cas de sinistre ayant généré indemnisation.

Le présent contrat pourra également être résilié dans les cas suivants :

Par l'assureur :

- En cas de non-paiement de cotisation (article L 113-3 du Code des Assurances).
- En cas de réduction du risque ou disparition de l'objet assuré, conformément aux articles L113-4 et L121-9 du Code des assurances,
- En cas de sinistre, dans les conditions de l'article R113-10 du Code des assurances, avec un préavis de 3 mois.

Par le Souscripteur :

- En cas de disparition des circonstances aggravantes, si l'assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence (article L 113-4 du Code des Assurances)
- En cas de transfert de portefeuille de l'assureur (article L 324-1 du Code des Assurances).
- En cas de modification du tarif d'assurance selon les dispositions du CCAP.
- Au cas où l'Assureur ne remplit pas ses obligations,
- Pour motif d'intérêt général.

2-2- Le contrat est résilié de plein droit :

- En cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L 326-12 du Code des Assurances).
- En cas de perte totale d'un bien assuré résultant d'un événement non garanti (article L 121-9 du Code des Assurances)
- En cas de réquisition de propriété des biens assurés dans les cas ou conditions prévus par la législation en vigueur (article L 160-6 du Code des Assurances).

ARTICLE 3: COTISATION

3-1- Prime

La prime annuelle est calculée sur la base d'un prix au mètre carré appliqué à la surface totale déclarée par l'Etablissement, incluant la garantie des Catastrophes Naturelles, frais et taxes en sus. Cette surface est fournie à titre indicatif et ne conditionne pas directement l'étendue de la garantie, celle-ci étant limitée aux dommages matériels directs excédant la Limite Contractuelle du contrat de première ligne.

Chaque année, la prime sera révisée proportionnellement à l'évolution des surfaces déclarées, qu'il s'agisse d'extension ou de diminutions, sans distinction de nature ou d'usage. Une marge d'erreur des surfaces déclarées est admise à hauteur de 10% en cas de sinistre.

3-2- Indexation

Les primes seront indexées selon l'indice « Risques Simples » publié par la Fédération Française du Bâtiment (F.F.B.), en vigueur à la date d'effet de chaque échéance principale.

Cette indexation ne s'applique qu'aux primes dues.

En aucun cas, elle s'applique aux garanties ou aux montants indemnisables qui restent exprimés en euros constants. En cas de sinistre, aucune indexation ne sera appliquée aux montants de garantie. Seuls les montants figurant au contrat à la date de survenance du sinistre feront foi.

3-3- Retard administratif du paiement des primes

Les primes devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, l'Assureur renonce à suspendre ou à résilier le contrat si le retard du paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives

ARTICLE 4 : SINISTRES

4-1- Principes Indemnitaires :

La garantie Valeur à Neuf :

En complément de l'indemnité correspondant à la valeur de reconstruction des biens immobiliers et de remplacement des biens mobiliers, vétusté déduite, l'Assureur versera une indemnité complémentaire égale à 33 % de cette indemnité. Cette indemnité vise à permettre la reconstruction ou le remplacement au prix du neuf, sans excéder le coût réel de remplacement ou de réparation.

Cette indemnité complémentaire ne s'applique que sur la part des dommages matériels directs excédant la LCI du contrat de première ligne. Elle est limitée aux biens garantis par le présent contrat.

Pour les bâtiments classés Monuments Historiques ou inscrits à l'inventaire des Bâtiments de France ou situés dans le périmètre de protection, l'indemnité en cas de sinistre s'effectuera, en cas de réparation ou de reconstruction : en valeur de reconstruction à l'identique. Aucun complément d'indemnité ne sera versé au titre de la valeur d'usage ou de la valeur historique (SAUF si l'Etablissement a préalablement remis, avant la souscription de son contrat une Expertise immobilière).

L'Etablissement s'engage à maintenir les biens assurés en état normal d'entretien.

L'indemnisation en valeur à neuf est conditionnée à la réalisation effective des travaux dans un délai de 2 ans (3 ans en cas d'impossibilité ou de nécessité de service public). La reconstruction doit être réalisée, sauf impossibilité, sur le site sinistré ou dans le périmètre sanitaire, sans modification majeure de destination. Le complément d'indemnité ne sera versé qu'après production des justificatifs. Si les travaux sont inférieurs à la valeur d'usage fixée par expertise, aucun complément ne sera dû.

La reconstruction devra, sauf impossibilité absolue, s'effectuer sur l'emplacement du bien sinistré ou dans le périmètre du secteur sanitaire de l'Etablissement, sans qu'il soit apporté de modifications majeures à sa destination finale.

4-2- Déclaration du sinistre

L'assuré doit déclarer tout sinistre dès qu'il en a connaissance. Le délai légal de déclaration ne peut être inférieur à cinq jours ouvrés, hors samedis, dimanches et jours fériés. Les sinistres dus à une catastrophe naturelle doivent être déclarés dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté ministériel correspondant.

Les délais courent à partir de 0 h du lendemain du sinistre ou du jour de la connaissance du sinistre. La déclaration doit être écrite ou verbale contre récépissé. En cas de vol, une copie du dépôt de plainte doit être transmise à l'assureur.

4-3- Expertise des sinistres

Si les dommages ne peuvent être déterminés d'un commun accord, une expertise amiable est obligatoire. Chaque partie désigne un expert. En cas de désaccord, un troisième expert est désigné par les deux premiers. À défaut, sa nomination sera faite par le Tribunal Administratif compétent sur requête, après un délai de 15 jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée. Chaque partie supporte les honoraires de son expert et la moitié de ceux du tiers expert et des frais de nomination. En cas d'assurance pour compte, l'expertise est réalisée avec le souscripteur. Si l'expertise n'est pas terminée dans un délai de trois mois à compter de la remise de l'état définitif des dommages, des intérêts peuvent courir. Au-delà de six mois, une action judiciaire est possible.

4.4- Règlement des sinistres

Le remboursement des sinistres s'effectuera T.V.A. INCLUSE. Des provisions pourront être avancées à l'Assuré en fonction de sa demande et de ses besoins.

4.5- Gestion des Recours

En cas de dommages subis par l'Etablissement du fait d'un Tiers identifié, l'Assureur s'engage à effectuer le recours contre l'auteur des dommages pour les montants inférieurs à la franchise du contrat (si franchise retenue).

ANNEXE - HONORAIRES D'EXPERT-

Les honoraires de l'expert missionné par l'Assuré seront pris en charge par l'Assureur dans les conditions suivantes :

Un montant forfaitaire minimal de 2 000 € HT est garanti pour toute mission d'expertise formellement engagée par l'Assuré.

Les honoraires sont versés sur présentation des justificatifs et ne peuvent excéder les taux ci-dessous, sauf accord préalable exprès de l'Assureur.

Tranche	Montant contractuel de l'indemnité d'assurance en euros (1) Indexation de l'Indice FFB (2)	Taux limite de remboursement des honoraires d'expert assuré (3)
1^{ère} tranche	Jusqu'à 150 000 €	6%
2^{ème} tranche	De 150 000 € à 1 000 000 €	3%
3^{ème} tranche	Au-delà de 1 000 000 €	1,50%

Ce barème est applicable uniquement en cas d'activation de la garantie du présent contrat de 2^{ème} ligne, pour des dommages excédant la Limite Contractuelle d'Indemnité du contrat de 1^{ère} ligne.

N.B. : Ce CCTP relève de la propriété intellectuelle du CEGA. Toute reproduction totale ou partielle réalisée sans autorisation préalable de son auteur serait donc une atteinte aux droits d'auteur du CEGA et serait considérée comme une contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur. Dépôt N° 11794.